

Questions orales

postiers du Canada qui demande à ses membres de harceler la direction et de déposer des griefs. Ils en ont fait 52 000. Il semble peu équitable de se plaindre maintenant de tous ces griefs qui ont été déposés.

Des voix: Oh, oh!

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT**LE TRANSPORT DE DÉCHETS AMÉRICAINS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Le 14 décembre dernier, en cette Chambre, le ministre prenait un engagement concernant l'importation des déchets américains dans l'Estrie. Le ministre disait, et je cite: «Nous sommes en train d'explorer, au gouvernement fédéral, les moyens d'arrêter les mesures législatives ou autres pour empêcher le transport de ces matières américaines». Monsieur le Président, à cette époque-là, le ministre nous avait même assurés que l'Estrie ne deviendrait pas le dépotoir des Américains, et pourtant, quelques mois plus tard, le transport de déchets américains se poursuit, et au cours des derniers jours, on a découvert encore tout un dépotoir dans la région de South Stukely. Je demande donc au ministre: Est-ce qu'il a fait ses devoirs, après le 14 décembre dernier? Quel geste a-t-il posé pour empêcher que l'on devienne le dépotoir des Américains?

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, il faut d'abord noter que le député parle de déchets secs et non pas de déchets toxiques. Les déchets secs sont de responsabilité provinciale. Cependant, nous avons convenu à Montréal, il y a deux semaines, avec tous les ministres de l'Environnement du Canada, d'établir une politique nationale de gestion des déchets. Nous avons une autre réunion en juin et nous allons pouvoir émettre une réglementation nationale.

M. Lapierre: Monsieur le Président, je ferai remarquer au ministre que dans ces déchets, il y a des réfrigérateurs remplis de fréon et des choses semblables qui sont des

déchets toxiques, et j'inviterais le ministre à envoyer ses inspecteurs au plus couplant.

L'INTERDICTION DU TRANSPORT DE DÉCHETS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre du Revenu national. En décembre dernier, le ministre de l'Environnement du Québec lui envoyait un télégramme lui enjoignant de fermer les frontières aux déchets américains pour que l'on ne devienne pas la poubelle des États-Unis. Est-ce que le ministre a posé des gestes concrets pour empêcher que les poubelles américaines entrent à pleins camions dans les Cantons de l'Est?

[Traduction]

L'hon. Otto Jelinek (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, je puis confirmer au député et à la Chambre que tout chargement de déchets entrant au Canada est transporté en conformité avec les ententes conclues entre les provinces et les ministères de l'Environnement et les États-Unis, et que rien de fâcheux, à ma connaissance et à celle de mes collègues, ne s'est produit au Québec ni nulle part ailleurs au Canada.

Une voix: Vous n'avez rien fait.

* * *

LES PENSIONS DE SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE**OPPOSITION À LA RÉCUPÉRATION**

M. Jack Whittaker (Okanagan—Similkameen—Meritt): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État chargée du Troisième âge. Le *Journal d'Edmonton* rapporte qu'elle aurait affirmé que les représentants de neuf organismes nationaux du troisième âge sur dix qu'elle a rencontrés appuyaient la récupération fiscale des pensions de vieillesse par le gouvernement. En fait, aucun de ces dix organismes n'a appuyé la récupération fiscale.

Je voudrais que la ministre me dise pourquoi elle a dit ça alors que ces organismes n'appuient clairement pas cette mesure et s'opposent en fait avec véhémence à la récupération des pensions de vieillesse?

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. Monique Vézina (ministre d'État (Emploi et Immigration) et ministre d'État (Troisième âge)): Monsieur le Président, j'avais donné instruction à mon personnel politique de ne pas distribuer la liste des organismes qui participaient à cette réunion du 28 avril dernier, parce que je ne voulais tout simplement pas que l'on fasse de la politique partisane sur le dos des aînés canadiens.